

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 33 (1892), p. 113-118

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1892__33__113_0

© Société de statistique de Paris, 1892, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 4. — AVRIL 1892

I.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 MARS 1892.

SOMMAIRE — Présentation par M. Liégeard, secrétaire, et par M. le Président, de documents et ouvrages offerts à la Société — Présentation par S. E. Sawas Pacha d'un volume intitulé *Etude sur la théorie du Droit musulman* et d'une brochure intitulée *Le Droit musulman et son application par les autorités chrétiennes* — Présentation de la *Nomographie* de M. d'Ocagne, par M. Cheysson — Communication de M. le Président relative à la proposition de conférer l'honorariat, avec voix délibérative, à M. Loua, secrétaire général démissionnaire, et à la présentation de M. Yvernes comme candidat du conseil au secrétariat général. — Rapport de M. Alfred Neymarck au nom de la commission de comptabilité — Lecture et discussion d'une étude de M. des Essars sur les banques d'émission — Lecture de la circulaire ministérielle du 4 mars 1892, relative au prochain Congrès des sociétés savantes à la Sorbonne

La séance est ouverte à 9 heures sous la présidence de M. Th. Ducrocq ; à sa droite siège S. E. Sawas Pacha, ancien ministre des affaires étrangères de l'Empire Ottoman, qui a bien voulu répondre à l'invitation de la Société.

M. A. LIEGEARD, secrétaire délégué, donne lecture du procès-verbal de la séance du 17 février, ce procès-verbal est adopté sans observations.

M. A. Liégeard donne ensuite la nomenclature d'ouvrages et documents divers adressés à la Société. Il cite en premier lieu un article publié par M. Coste dans la Bibliothèque utile et intitulé *Alcoolisme ou éparque*. Il insiste tout particulièrement sur le volume intitulé *Conférences sur la statistique et la géographie économique faites en 1889-1890*, ces conférences ont eu lieu à la caserne Bellechasse sous les auspices de notre Société qui remercie M. l'intendant général directeur de cette publication. Il prie M. le prince de Cassano de vouloir bien donner dans la

prochaine séance un compte rendu succinct d'un important ouvrage envoyé par M. Bodio ayant pour titre : *Quelques indices de mesure (indici misuratori) du mouvement économique en Italie pendant les vingt-cinq dernières années*. M. le prince de Cassano veut bien accepter cette mission.

M. le PRÉSIDENT remet à la Société, au nom de l'auteur, le quatrième fascicule du bel ouvrage de notre confrère M. Vital Cuinet, intitulé la *Turquie d'Asie*. Ce fascicule, le premier du tome second, comprend la statistique descriptive des vilayets d'Adana et d'Alep, avec cartes détaillées.

M. le Président dit qu'il est heureux de rendre à cet important ouvrage le témoignage qui lui est dû, en présence d'un éminent représentant de l'empire Ottoman, S. E. Sawas Pacha, ancien ministre des affaires étrangères de la Porte, qui a bien voulu répondre à l'invitation de la Société et voudra bien reporter dans sa patrie l'expression des vieilles sympathies françaises.

S. E. SAWAS PACHA remercie M. le Président de l'aimable accueil de la Société. Il dépose sur le bureau un volume dont il est l'auteur, intitulé : *Étude sur la théorie du Droit musulman* et une brochure intitulée : *Le droit musulman, et son application par les autorités chrétiennes*.

Le désir d'entendre l'ancien ministre ottoman parler sur la question de l'*islamisation du droit moderne* ayant été exprimé par M. le Président, Sawas Pacha a fait sentir en peu de mots combien le droit de Mahomet était susceptible d'extension et avec quelle facilité il acceptait et s'assimilait toutes les vérités. Il a parlé de la prodigieuse fécondité des sources où l'Islam puise les principes fondamentaux de sa science juridique et législative (1). « Les preuves de cette vérité se trouvent, a-t-il dit, dans le livre dont je fais hommage à la Société.

« Les moyens pratiques propres à faire naître d'abord une entente et plus tard une harmonie parfaite entre les éléments religieux différents, vivant dans le même pays et sous les mêmes autorités, sont indiqués dans la brochure dont j'ai l'honneur d'offrir quelques exemplaires aux membres de cette docte assemblée. L'islamisation du droit moderne revient à la France. Cette grande nation est la mère du droit moderne. La tâche de manipuler, pour ainsi dire, ce droit afin de l'adapter aux exigences de la censure musulmane incombe donc aux savants français. Je vous exhorte, Messieurs, à une œuvre grandiose et non moins monumentale que votre Code, œuvre féconde en conséquences heureuses. Elle vous attirera la confiance de deux cents millions d'hommes. Les hautes autorités musulmanes, ne voulant pas s'ériger en juges de leur propre cause, ont évité d'entreprendre l'islamisation de votre droit. C'est un sentiment de haute délicatesse politique que vous devez approuver. Elles vous seront reconnaissantes si vous obligez par vos travaux le monde civilisé à reconnaître que la loi de leur Prophète n'est ni *rétrograde* ni *exclusive*. Je serais heureux si mes paroles avaient une action sur vos esprits, si la nation française si noble, si hospitalière, si cosmopolite, se décidait à entreprendre l'œuvre la plus utile, la plus glorieuse que la science du droit peut accomplir dans les temps modernes. »

M. le PRÉSIDENT s'associe au vœu formulé par l'orateur en exprimant l'espoir que son appel trouvera un écho dans cette enceinte et en dehors ; il remercie S. E. de l'hommage de ses œuvres, de ses paroles et de sa présence.

1. Le *Coran* et le *Sounet*.

M. le Président présente ensuite à la Société trois brochures dont il est l'auteur ; 1° une étude étendue sur François Meinard, professeur à l'Université de Poitiers, ses relations jansénistes et ses publications de 1600 à 1623 ; — 2° Les procureurs syndics de 1790 et les commissaires du directoire exécutif de l'an IV à l'an VIII, avec l'histoire de l'institution dans le département de la Vienne ; — 3° Le programme d'un *Cours de législation financière* qu'il vient de faire à la Faculté de Droit de Paris.

La parole est ensuite donnée à M. Cheysson pour la présentation de la *Nomographie* de M. d'Ocagne.

M. CHEYSSON indique en quoi consiste la nomographie, qui est un moyen de simplifier les calculs à l'aide d'abaques, et présente quelques exemples à l'appui. Sa communication sera insérée *in extenso* dans le prochain bulletin de notre Société.

M. le PRÉSIDENT fait observer que l'ordre du jour de la séance annoncé par les convocations distribuées à tous les membres appelle d'importantes communications qu'il a mission de faire à la Société au nom de son conseil.

A cette occasion, M. le Président DUCROCQ prononce les paroles suivantes :

« Vous avez appris par vos convocations mêmes qu'un grave événement s'est produit au sein de la Société. Il n'était pas absolument imprévu pour tous. A diverses reprises, dans ces dernières années, notre secrétaire général, M. Loua, avait confié à quelques-uns de nos anciens présidents le secret de ses aspirations légitimes à un repos bien mérité par de longues années de labeur. C'est en effet dans la séance du 15 juin 1872 que M. Loua, déjà secrétaire adjoint, avait été élu secrétaire général ; et depuis cette époque, dont vingt années bientôt nous séparent, nos suffrages n'ont jamais manqué à M. Loua.

« Cette longue durée de services ininterrompus imposait à votre président et à votre conseil, inséparables dans cette question comme dans toutes celles qui touchent aux intérêts de la Société, un double devoir.

« L'un consistait d'abord à ne pas se hâter d'accepter ou même d'enregistrer la démission de notre secrétaire général. C'est en effet pendant notre dernière séance du 17 février, que votre Président a été saisi de la démission de M. Loua, sans vous en parler. Vous avez assisté à une courte suspension de séance, qui n'avait pas d'autre cause, et pendant laquelle les membres présents du conseil par nous réunis ont exprimé l'avis que le conseil devait en délibérer avant que vous ne fussiez saisis. Non content de ce premier retard qui était une première invitation à M. Loua de retirer sa démission, le conseil en a voulu un second. Après une longue séance dans laquelle tous les services de votre secrétaire général ont été rappelés, le conseil s'est ajourné à une séance ultérieure pour statuer sur la démission donnée. M. Loua, très sensible à ces égards que le conseil lui témoignait en votre nom, nous a dans cet intervalle écrit une nouvelle lettre qui restera dans nos archives et qui constate que sa résolution est bien définitive, comme sa retraite de toutes les fonctions dont il était investi et qu'il a si longtemps exercées avec un entier dévouement.

« Cette situation nous imposait un second devoir, celui d'exprimer à M. Loua la gratitude de la Société, non seulement par l'expression publique de nos regrets, mais en outre par un témoignage éclatant et durable de nos sentiments.

« Conformément à la proposition que nous avons eu l'honneur de lui soumettre, le conseil de la Société, composé, d'après vos statuts, du bureau de l'année et de vos

anciens présidents, vous demande, à l'unanimité, de conférer à M. Loua le titre de *Secrétaire général honoraire de la Société de statistique de Paris*. Il vous demande également à l'unanimité d'y ajouter que ce titre emportera le droit d'assistance, avec voix délibérative, aux séances du conseil, c'est-à-dire toutes les prérogatives que vos statuts confèrent à vos anciens présidents.

« En même temps que ce titre exceptionnel et perpétuel attestera l'estime et l'affection dont nous entourons notre ancien secrétaire général, et sera de la part de la société l'acquiescement honorable pour tous d'une dette de gratitude, la Société y trouvera l'avantage de continuer à profiter indéfiniment des lumières et de l'expérience de votre secrétaire général honoraire.

« Le conseil a été unanime également à penser que les dispositions du règlement relatives aux élections n'étaient pas applicables à l'attribution de ce titre et, par suite, il vous demande de le conférer immédiatement à M. Loua.

« Il en sera autrement de l'élection de son successeur. Si vifs que soient les sentiments de haute estime, de confiance absolue et d'affection générale qu'inspire à tous celui de vos anciens présidents qui a bien voulu accepter cette candidature, vous ne pourrez l'honorer, encore une fois et sous cette nouvelle forme, de vos suffrages, que dans les délais et les conditions qui résultent des articles 6, 7 et 8 du règlement, c'est-à-dire au scrutin secret et dans votre prochaine séance (qu'en raison des vacances de Pâques le conseil vous propose de fixer au mercredi 27 avril).

« C'est encore à l'unanimité que le conseil vous propose d'élire secrétaire général de la Société de statistique de Paris M. Émile Yvernès, ancien président de la Société, chef de division honoraire au Ministère de la justice, officier de la légion d'honneur, lauréat de l'Institut.

« Nous n'avons pas à faire ici l'éloge de M. Yvernès et je me garderai bien de le tenter. Mais à côté de nos légitimes regrets, il faut bien à cette heure faire également état des larges compensations qui vous étaient dues et qui vous sont réservées. Dans cet ordre d'idées, il nous sera bien permis de dire, que ce n'est pas seulement dans cette enceinte et dans toute la France judiciaire et savante, mais partout où il y a des statisticiens et des amis de la statistique, que sera salué avec respect le nom de notre futur secrétaire général ; le nom de l'homme qui a porté à un si haut degré de perfection la statistique judiciaire de la France, l'auteur des magnifiques monuments élevés, aux applaudissements reconnaissants des statisticiens du monde entier, à l'*Administration de la justice criminelle, civile et commerciale en France de 1821 jusqu'à nos jours*, et à l'*Administration de la justice civile et commerciale en Europe*. »

Ces paroles de M. le Président sont suivies d'applaudissements prolongés.

M. le Président met aux voix la proposition du Conseil de conférer à M. Loua, secrétaire général démissionnaire, le titre de secrétaire général honoraire de la Société de statistique de Paris, avec les prérogatives conférées aux anciens présidents de la Société, c'est-à-dire le droit d'assister aux séances du conseil avec voix délibérative. Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

En ce qui concerne la nomination du nouveau secrétaire général, pour la fin de la période triennale commencée, elle doit avoir lieu au scrutin secret, dans les conditions fixées par les statuts, dans la prochaine séance, que la Société, confor-

mément aux propositions du conseil, fixe exceptionnellement, en raison des vacances de Pâques, au mercredi 27 avril. Les convocations en feront mention expresse dans les termes du règlement.

M. le PRÉSIDENT donne ensuite la parole à M. Neymarck pour la présentation du rapport de la commission de comptabilité sur la situation financière de la Société.

M. NEYMARCK, sans donner lecture du rapport *in extenso*, se borne à en faire un exposé succinct et très lucide qu'il termine au milieu d'une approbation générale.

M. le PRÉSIDENT appelle l'attention sur la partie des observations de M. Neymarck relatives aux cotisations arriérées et sur les graves inconvénients qu'elles entraînent pour le fonctionnement régulier de la Société; il espère que cet avertissement public et anonyme suffira pour les faire disparaître.

Les conclusions du rapport sont mises au voix et adoptées à l'unanimité.

M. CHEYSSON tient à remercier M. Neymarck, au nom de la commission des comptes, du zèle qu'il a apporté à l'accomplissement de sa tâche, et M. Neymarck reporte ces remerciements pour son propre zèle à M. Cheysson lui-même.

En l'absence de M. Jacques Bertillon qui s'est excusé, la parole est donnée à M. Paul DES ESSARS pour la lecture de sa communication sur les banques d'émission. Cet important travail, dont la lecture a reçu de la Société le plus sympathique accueil, sera inséré ultérieurement au Journal. Cette lecture est suivie d'un échange d'observations fort intéressantes entre plusieurs membres de la Société et M. des Essars.

M. Alfred NEYMARCK fait remarquer qu'il résulte de la communication si intéressante de M. des Essars, que depuis six ans le stock d'or des banques européennes dépasse d'environ 2,650 millions l'augmentation qui, pendant la même période, s'est produit dans la circulation des billets. On constate d'autre part que, sur ces 2,650 millions d'accroissement des encaisses or, les banques de France, de Russie, d'Allemagne en détiennent la majeure partie: depuis dix ans l'encaissement de ces banques a augmenté de plus de 75 p. 100. Aujourd'hui, la banque de Russie possède l'encaissement le plus élevé; viennent ensuite la banque de France et la banque d'Allemagne. Ces trois établissements ont près de 4 milliards en or dans leurs caves.

On peut dès lors se demander si la perturbation monétaire, la prime sur l'or, la baisse de l'argent, la hausse du change et la dépréciation du papier, etc., que l'on constate dans presque tous les pays, à l'exception de la France, de l'Allemagne et de l'Angleterre, n'ont pas précisément pour cause cette raréfaction de l'or? Au lieu de circuler et de servir aux échanges, c'est par milliards que le métal or reste enfoui dans les caves des trois grandes banques et semble mis en réserve pour faire face à des événements futurs.

M. DES ESSARS partage jusqu'à un certain point cette opinion, cependant il fait remarquer que le cours du change est la résultante de forces diverses au nombre desquelles il faut compter le paiement de coupons à l'étranger et que ce cours nettement défavorable à plusieurs pays ne permettrait pas les rentées d'or quand même les banques n'essayeraient pas de le retenir. Cependant lorsque les crises qui sévissent aujourd'hui seront liquidées, l'or reprendra le chemin des pays qui en sont privés et l'Angleterre paraît appelée en première ligne à faire les frais de la reconstitution de leur réserve. Les projets de M. Gaschen témoignent de l'inquiétude qu'il éprouve à ce sujet, les moyens qu'il propose pour remédier à ce danger sont défectueux mais il montre une prévoyance à longue échéance qui lui fait honneur.

M. CHEYSSON demande si M. des Essars a tenu compte dans son calcul de l'augmentation de l'encaisse de la Banque d'Allemagne, de l'accroissement résultant de l'absorption de certaines banques d'émission par la Reichsbank. M. des Essars répond qu'il n'en a pas tenu compte, mais que les banques absorbées depuis 1872 sont des établissements sans grande importance, cependant le fait signalé par M. Cheysson est réel et pourrait faire l'objet d'une recherche.

M. DE FOVILLE demande à M. des Essars s'il ne serait pas possible de connaître l'importance des lingots faisant partie de l'encaisse métallique des grandes banques.

Si, comme le croit M. de Foville, la proportion des lingots a beaucoup augmenté, il faudrait bien admettre que la production minière n'est pas malheureusement à l'accroissement général des encaisses or.

M. DES ESSARS répond qu'il est impossible de faire cette distinction, parce qu'aucune banque ne publie son encaisse en lingots.

M. COSTE ayant demandé si certaines banques n'évaluent pas leurs lingots d'argent au taux légal, M. des Essars répond qu'il est impossible de savoir si les banques qui possèdent des monnaies d'argent hors cours et des lingots de métal blanc les comptent à leur valeur marchande ou à leur taux monétaire.

M. le prince de CASSANO croit qu'on pourrait peut-être établir la différence entre les lingots et l'argent monnayé à l'aide des statistiques d'importation et d'exportation des métaux précieux.

M. DES ESSARS répond qu'il n'a pas pu utiliser les tableaux du commerce à cet égard à cause de l'industrie des *groupes masqués* qui déclare comme argent des envois contenant de l'or. M. des Essars a plus confiance dans les coefficients de M. de Foville que dans ces statistiques qui sont évidemment trompeuses, comme par exemple celle de l'Italie.

M. le PRÉSIDENT constate le vif intérêt de la communication et de la conversation qui l'a suivie, et se fait l'interprète des remerciements de la Société.

Pour terminer la séance il donne lecture d'une circulaire en date du 4 mars 1892 adressée aux Présidents des sociétés savantes, par laquelle M. le Ministre de l'instruction publique demande, sur l'avis du comité des travaux historiques et scientifiques, que les mémoires destinés au prochain congrès des sociétés savantes soient adressés au ministère avant le premier avril prochain, date extrême.

M. LIMOUSIN proteste contre cette exigence.

Aucun autre membre ne demandant la parole, la séance est levée à 11 heures.

Le Secrétaire délégué,
Armand LIÉGEARD.

Le Président,
Th. DUCROCQ.